

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Communiqué no29 de la campagne pour faire gagner la  
gauche

# **Battre la droite est aujourd'hui la priorité absolue !**

- Politique - Communiqués "anti-Sarko" -

Date de mise en ligne : jeudi 5 avril 2007

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Le bilan de la droite, UMP-UDF, n'est qu'un avant-goût de ce qu'elle prépare et veut imposer aux travailleurs, aux jeunes et aux retraités. Si Sarkozy ou Bayrou l'emportait, le pire serait à prévoir. Toute la gauche doit donc agir pour assurer leur défaite : c'est non seulement nécessaire pour éviter le pire, mais aussi pour retrouver la possibilité d'une politique de gauche constructive.**

Pour mettre toutes les chances de son côté, la gauche aurait dû s'unir autour d'un programme commun de gouvernement : elle aurait ainsi mobilisé fortement son électorat et l'aurait emporté haut la main. Ce n'est pas ce qui a été fait et ce qui n'a pas été fait avant l'élection devra être fait après.

Mais notre détermination à battre la droite n'en est pas moins impérative. Cette victoire de la gauche reste possible et même probable. Il suffit que le peuple de gauche s'empare du seul moyen disponible pour cela : voter pour la candidature de Ségolène Royal. Face à Sarkozy, Bayrou ou Le Pen, tout électeur de gauche votera pour elle au second tour. Mais il faut qu'elle passe le cap du premier tour.

La seule chance de la droite réside dans l'indécision d'une partie de l'électorat de gauche. Sarkozy et Bayrou espèrent en l'abstention de ces électeurs. Au contraire, pour préserver l'avenir, nous devons voter Ségolène Royal dès le premier tour.

## Battre Sarkozy-Bayrou-Le Pen à tout prix

Depuis 2002, nous savons ce que veulent l'UMP et l'UDF, Sarkozy et Bayrou : démanteler le code du travail qui protège les salariés au travail et au chômage, privatiser les services publics et délocaliser les entreprises pour engraisser les opérateurs financiers qui dominent le monde, accroître le chômage et précariser tous les emplois en généralisant le CNE pour faire encore baisser les salaires, travailler plus pour gagner moins, réduire les pensions de retraites, laisser courir la spéculation immobilière, supprimer un poste de fonctionnaire sur deux partant à la retraite, désengager l'Etat pour baisser les impôts des riches...

Ils n'osent même pas tout dire. Leurs formulations restent générales. Leur programme socio-économique est creux, comme celui de Chirac en 2002. Jamais Chirac n'avait annoncé ses intentions : leur politique est basée sur le cynisme et l'opacité. Pour connaître leurs projets, il faut saisir quelques confidences, décrypter leur langage codé, voir ce qu'ils ont détruit en quatre ans et ce sur quoi ils ont dû reculer avec l'intention d'y revenir. Les patrons du CAC 40 connaissent le contenu du programme vide de Sarkozy-Bayrou : ils savent qu'il sera rempli par les revendications du Medef, l'atelier programmatique de la droite et de l'extrême droite.

Le programme de la droite à l'offensive n'est pas un banal programme d'une droite sur la défensive : ils veulent décourager toute lutte sociale, comme l'avait fait Thatcher face aux mineurs britanniques.

L'hostilité manifestée par les usagers de la gare du Nord envers la violence policière a confirmé la coupure entre la police et la population. Cette coupure ne fait pas peur aux chefs de la droite car ils veulent que la police soit prête à intervenir brutalement contre les manifestations et les grèves.

## Depuis 2002, le peuple de gauche attend sa revanche

Les manifestations massives du 1er Mai 2002 contre « le facho et l'escroc » montraient la combativité des électeurs de gauche contre la droite. En 2003 contre Fillon qui s'attaquait aux retraites par répartition, en 2004 avec le raz de marée électoral de la gauche, en 2005 avec la politisation que révéla le débat sur le traité constitutionnel européen, en 2006 avec la victoire contre le CPE, à chaque fois, l'ampleur de la mobilisation confirma que le peuple de gauche n'aurait de cesse de confirmer, en termes électoraux, la majorité qu'il représente dans l'opinion. A l'occasion de 2007, la mobilisation électorale de la gauche promettait d'être forte.

Cette élection présidentielle se présente sous un jour plus favorable pour la gauche que toutes les autres. Elle doit donner un débouché politique aux mobilisations croissantes des dernières années. En échange, les partis et courants de la gauche doivent se donner les moyens de répondre à cette aspiration majoritaire, attendue par les électeurs et électrices de gauche, 60 % de l'électorat.

## **L'union de la gauche est la réponse démocratique à cette aspiration majoritaire**

L'union de toute la gauche autour d'un programme commun de gouvernement démocratiquement élaboré et adopté est la réponse que tous les partis de la gauche doivent apporter à leur électorat.

Mais la gauche, ses partis et courants, n'a pas donné cette réponse au peuple de gauche et la victoire, que l'union de la gauche aurait assurée, est devenue moins certaine.

La « gauche de la gauche », regroupée dans les « collectifs pour une alternative unitaire anti-libérale », a refusé cette stratégie démocratique de constitution d'une union de la gauche. Elle a coupé la gauche en deux, oubliant dans son cadre « unitaire » le PS, le Parti des Radicaux de Gauche de Christiane Taubira, le Mouvement Républicain et Citoyen de Jean-Pierre Chevènement et les Verts, c'est-à-dire la majorité de la gauche. La division appelant la division, les « collectifs » ont éclaté et trois candidatures en sont issues : Marie-George Buffet, Olivier Besancenot et José Bové. La victoire de la gauche n'est pas au bout de cette stratégie de division.

Le Parti Socialiste n'a pas répondu, lui non plus, à cette attente. Il n'a pas proposé d'union de toute la gauche, sans exclusive. Il n'a pas voulu confronter ses propositions programmatiques aux programmes des autres forces de la gauche, notamment à celui des « collectifs ». Ses dirigeants se sont dispensés de répondre parce qu'ils savent que le PS dispose d'une place privilégiée dans la gauche : tous les yeux sont tournés vers lui. Son choix sera perçu comme le choix majoritaire de la gauche. C'est pourquoi il a connu un tel afflux et que le nombre de ses adhérents a doublé en un an.

## **L'union de la gauche ne sera pas possible sans victoire de la gauche à la présidentielle**

La constitution de l'union de la gauche, avant l'élection présidentielle, aurait permis de présenter une candidature commune et d'assurer la victoire de la gauche et de son programme commun.

Ce n'est pas le choix qui a été fait, ni par les uns ni par les autres. Électeurs et électrices de gauche, devons-nous boudier cette élection pour manifester notre insatisfaction mais en laissant la voie ouverte à la droite ? Ou devons-nous préserver l'avenir en décidant d'assurer la défaite des thatchériens Sarkozy, Bayrou et Le Pen ?

## **Quel électeur de gauche peut justifier de laisser la victoire aux marionnettes du Medef et des patrons du CAC 40 ?**

La gauche ne dispose pas d'un programme élaboré et adopté démocratiquement, reconnu par toutes ses composantes. Est-ce une raison pour laisser la droite appliquer le programme du Medef ? Est-ce une raison pour permettre à Laurence Parisot d'imposer à tous et toutes la précarité du travail, de la généraliser à tous les salarié-e-s ?

L'union de la gauche, qui aurait assuré la victoire, nous manque. Mais nous pouvons néanmoins gagner. Nous devons gagner. L'union de la gauche, qui n'a pas été réalisée avant, devra être construite après la défaite de la droite. Elle est indispensable pour répondre à l'attente des électeurs de gauche, qui court depuis 2002. L'union est une question incontournable, qui ne peut pas être éludée, et les électeurs de gauche peuvent agir en sa faveur. Dans la marche vers l'union, le vote pour Ségolène Royal, dès le premier tour, est la première étape.

## **Pour préparer l'avenir : votons Ségolène Royal dès le premier tour**

La candidature de Ségolène Royal n'est pas la candidature commune de la gauche, désignée à la majorité, à la suite d'un processus démocratique engageant l'ensemble de la gauche. Mais elle est la candidature présentée par le parti majoritaire à gauche, le Parti socialiste, largement majoritaire à gauche.

Personne ne peut, avec quelque crédibilité, contester que dans le cadre d'une union de la gauche constituée autour d'un programme commun, toutes ses composantes auraient accepté que la candidature commune soit désignée à la majorité. Cette majorité aurait, très probablement, désigné une candidature issue du parti majoritaire. Ça ne s'est pas déroulé ainsi et les responsabilités de cette erreur devront être étudiées. Mais, en tant que candidature du parti majoritaire à gauche, celle de Ségolène Royal prend, par défaut, la place de candidature pour toute la gauche, seule candidature gagnante de la gauche.

Cette élection a un enjeu qui dépasse la personne de Ségolène Royal. Décider de voter Ségolène Royal ne suppose pas d'approuver ses déclarations ou de juger qu'elle est une candidate représentative de la gauche. Décider de voter Ségolène Royal ce n'est pas porter un jugement sur ses qualités de candidate, c'est comprendre la place qu'occupe sa candidature. C'est s'emparer de sa candidature parce qu'elle est, maintenant, le seul moyen pour battre Sarkozy, Bayrou et Le Pen.

## **Il n'y aura pas de session de rattrapage**

Ce serait une grave erreur de croire que si la droite l'emportait à cette présidentielle, nous pourrions nous rattraper sur les législatives de juin ou par les mobilisations sociales de la prochaine rentrée. Une défaite à la présidentielle serait amplifiée aux législatives (une victoire aussi sera amplifiée), comme ça s'est passé aux législatives de juin 2002 et à toutes les législatives qui suivent de quelques semaines une défaite, même en remontant à Mai 68. Quant aux mobilisations sociales, elles se heurteraient à la démoralisation qui résulterait d'une défaite, aux provocations policières et à l'offensive immédiate de la droite.

La première mobilisation que nous devons réussir est celle de la première étape : la mobilisation électorale de ce 22

## **Battre la droite est aujourd'hui la priorité absolue !**

---

avril. L'indécision et l'abstention seraient sources de défaites successives. Mais si la gauche franchit ce cap du premier tour, alors, à chaque étape suivante, 6 mai, 10 juin, 17 juin, rentrée sociale, nous monterons une marche de plus dans la mobilisation.

**La marche de la gauche est plus lente que nous ne le souhaitons pour répondre aux attentes du peuple de gauche. Le programme commun de la gauche n'est pas encore disponible, mais nous devons poursuivre la route qui nous y conduit. Celle de l'unité et de la démocratie.**

**Pierre Ruscassie**